

## 10 000 ? 17 000 ? ...

Le ministère de l'économie et des finances vient de corriger sévèrement Monsieur Darcos ministre de l'éducation nationale : ce sont 17 000 postes, et non 10 000, que le budget 2008 supprimerait dans l'Education Nationale !

Pour atteindre cet objectif de réductions drastiques le gouvernement travaille sur trois sources d'économie : rationaliser le nombre d'options et les horaires de cours, transférer des enseignements sportifs et culturels à des collectivités locales ou des associations, imposer la bivalence aux professeurs.

Les déclarations gouvernementales, à commencer par celles du premier ministre dans sa déclaration de politique générale, confirment donc la mise en œuvre d'une politique combinant la réduction massive des postes, la diminution des heures de cours et des options pour les élèves, la désorganisation des établissements et la mise en cause aggravée des statuts des enseignants.

Ces annonces, si elles sont confirmées, vont à l'encontre de ce que les personnels attendent. Les professeurs du second degré viennent d'obtenir le rétablissement du décret de 1950 définissant leurs obligations de service, ils n'accepteront pas qu'il soit remis en cause.

La FNEC FP FO demande au ministre d'abandonner ces annonces de réductions de postes et de remise en cause des statuts : il n'y a pas d'autre issue pour redonner confiance à toutes les catégories de personnels de l'Education Nationale, il n'y a pas d'autre voie pour rétablir les conditions d'un bon fonctionnement des établissements scolaires. Au moment où la rentrée scolaire s'annonce très difficile, le gouvernement serait bien inspiré de prendre les mesures d'urgence qu'attendent les personnels.

En tout état de cause la FNEC FP FO et ses syndicats prendront leurs responsabilités pour la satisfaction des revendications qui unissent les personnels :

- Réouverture des classes et postes fermés à la rentrée 2007 ;
- Respect des statuts de toutes les catégories de personnels, maintien du décret de 1950 pour les professeurs
- Abandon du projet de suppression de 17 000 postes au budget 2008.

Montreuil le 6 juillet 2007.